

18 jours de mise à pied et une menace de licenciement. Une série de sanctions d'une rare sévérité s'abat sur un jeune délégué CGT qui paye son activisme syndical.

Il a vingt-huit ans. Sympathique, dynamique, il parle avec les mains, quitte à renverser son café sur la table. Il évoque souvent l'éducation que ses parents lui ont donnée. Et, en permanence, un large sourire éclaire son visage. Même lorsqu'il parle du licenciement qui lui pend au nez. « Ahmed, c'est un élu charismatique. En ce moment, à l'approche des élections professionnelles, c'est l'homme à abattre pour la direction », explique Philippe Jullien, délégué CGT. Ahmed Berrazzel, issu de la cité des 17000-17000 à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), c'est aussi « un de ces jeunes des cités qui manquaient autrefois au syndicat pour faire la connexion avec la nouvelle génération d'ouvriers », reconnaît Philippe Jullien.

À Peugeot-Citroën Aulnay, Ahmed a vu le départ des vieux immigrés et l'arrivée massive de leurs enfants. Lui est entré chez PSA à dix-huit ans, après avoir abandonné son bac pro, en suivant son cousin et son meilleur ami dans une agence d'intérim. Le boulot est dur, « mais pas pire qu'ailleurs. Pas pire en tout cas que dans le bâtiment, dans lequel a trimé mon père. Au moins, dans l'auto, il fait chaud et l'ambiance est bonne », plaisante-t-il. La paye par contre est mauvaise. « Je me rappelle?: 17000 euros le premier mois. » Le jeune cariste demande donc à passer à l'équipe de nuit. C'est l'époque où il travaille de 22h à 6h, où il commence à « ouvrir les yeux? », où il rencontre Salah, délégué CGT. « On passait des nuits à discuter. » Bientôt, le jeune cariste se syndique et apparaît aussitôt sur le radar de la direction. Pourtant, « au début, Salah refusait que je mette le badge, pour ne pas m'afficher. J'ai fini par le mettre quand même? ».


En 2005, c'est sa première grève, pour le paiement à 100% de jours chômés. Il est partout, galvanisé, s'investit dans le comité de grève. Il a vingt-trois ans. « Je demandais l'avis des délégués sur ce qu'il fallait faire, ce qu'il fallait dire, j'apprenais. » Dans son équipe logistique, il continue le mouvement, enregistre des adhésions, lance des petits débrayages, pour des postes ou les conditions de travail. En 2007, nouvelle grève. Un mouvement historique de six semaines. Il a vingt-cinq ans, il se débrouille seul à présent. Mieux, il a étendu son champ d'action, autrefois limité à la logistique, au ferrage et au montage. Ahmed est devenu incontournable. Alors, ses adversaires dégainent carottes et bâtons. Sa voiture est rayée, son vélo est cassé, son vestiaire est fracturé. « De l'autre côté, la direction m'a proposé de me changer de poste, de m'aider à monter ma propre boîte. »

À partir de la fin 2008, les sanctions commencent à tomber. Il écope d'abord de deux jours de mise à pied. Le syndicaliste aurait traité un cadre d'« enculé? ». « Je crie, d'accord. Mais je n'insulte jamais. On ne m'a pas éduqué comme ça? », affirme-t-il. Puis, c'est quatre jours de mise à pied. On l'accuse d'avoir menacé de mort un intérimaire, alors qu'il passait en vélo dans l'usine. « Un intérimaire?!, s'étrangle-t-il. Mais je les défends moi les intérimaires?! » Les sanctions tombent de plus en plus serrées, les convocations arrivant alors que les procédures précédentes sont encore en cours. Il a beau prendre l'habitude de battre en retraite dès qu'il sent venir la provocation, cela ne suffit pas. Le jeune homme finit par « craquer? » et décide de ne plus travailler la nuit, où il est isolé. Il évite aussi certains secteurs. Mais, le 13 septembre dernier, « je suis allé voir un chef qui harcelait un employé qui travaillait sur une machine qui tombait souvent en panne. J'ai juste dit au chef d'arrêter de menacer le gars. Il m'a ensuite accusé de le traiter de fou et de malade? ». Le 25 octobre, un cortège de soutien tourne dans l'usine, Ahmed se retrouve nez à nez avec le cadre qui l'accuse. « Je lui ai demandé d'affirmer devant tout le monde que je l'ai insulté. » Le lendemain, un tract rocambolesque du SIA, le syndicat maison, fait état d'une « chasse à l'homme? », menée par « un élu qui porte un gros badge? ». Terme repris par la direction. Ahmed est convoqué mardi prochain, pour un entretien préalable à un licenciement. Il cumule en tout 18 jours de mise à pied. « Autant de répression sur un seul gars, c'est quasi du jamais-vu? », souligne Philippe Jullien.

Mehdi Fikri

Source: [L'Humanité](#) [1]

Date de publication: 19/11/2010

Pièces jointes:  [Humanite_19112010.pdf](#) [2]

Lien: [Lire l'article en ligne](#) [3]

Liens:

[1] <http://cgt-psa-aulnay.fr/journaux/lhumanite>

[2] http://cgt-psa-aulnay.fr/sites/default/files/presse/Humanite_19112010.pdf

[3] http://humanite.fr/18_11_2010-ahmed-berrazzel-dans-la-ligne-de-mire-de-psa-458087